InstantanÃ©s juillet-aoÃ»t 1999

MondeÂ
Â

Â

PUBLICATIONS OUVRAGES

Comment
gagner la bataille de la qualitÃ© de l'eau potable ?

Compte rendu
du colloque organisÃ© par le Cercle FranÃ§ais de l'Eau

Â

Alerte
Ã la TGAP

La TGAP, c'est la taxe gÃ©nÃ©rale sur les activitÃ©s polluantes.
Le gouvernement a pour projet, dÃ¨s 2000, d'intÃ©grer Ã la TGAP les redevances pollution collectÃ©es par les six agences de l'eau, soit 12 milliards par an. Ce "hold up" Ã©tatique sur les redevances versÃ©es aux agences provoque une forte opposition des Ã©lus et des agences.

Â

Â

EuropeÂ
top

France

Eau pure Ã Paris

Jusqu'ici tout va bien Paris dispose d'une rÃ©serve en eau profonde d'une exceptionnelle puretÃ© : elle se trouve dans les couches profondes de l'Albien. Quelques fontaines Ã Paris puisent directement dans ces eaux mais, en gÃ©nÃ©ral, elles demeurent trÃ¨s protÃ©gÃ©es. Il n'y a Ã ce jour que peu de cas de pollution ou de dÃ©perdition de ces eaux Ã Paris ou dans sa rÃ©gion. Le seul vrai cas litigieux est dÃ» Ã une entreprise du constructeur informatique IBM. En effet, pour nettoyer ses composants de trÃ¨s haute technologie, IBM avait besoin d'une eau d'une puretÃ© parfaite. L'entreprise a donc fait forer un puits vers une nappe d'eau peu profonde. Mais cette nappe communiquait avec l'eau de l'Albien et des craintes ont Ã©tÃ© formulÃ©e quant Ã l'utilisation massive de ces eaux par IBM et Ã leur Ã©puisement. Le problÃ¨me a depuis Ã©tÃ© rÃ©solu. Ã€ part cela, de nombreuses rumeurs font Ã©tat d'une vraie pollution des eaux de l'Albien Ã Bonneuil dans la rÃ©gion parisienne. Cette pollution serait due Ã un forage pÃ©trolier coincÃ© entre un Mac Donald's et une barre HLM. Affaire Ã suivre...

Boris
Razon, Don Quichotte,1999, numÃ©ro
2.

Â

PropretÃ© des plages

Pour
la troisiÃ¨me annÃ©e, Surfrider Foundation Europe, l'association des surfeurs pour la protection de l'ocÃ©an et des plages, Ã©dite la carte des pavillons Noirs. Cette carte fait l'inventaire des problÃ¨mes de pollution en recensant les points noir rencontrÃ©s par les surfeurs et les baigneurs lors de leurs activitÃ©s. Les pavillons Noirs 1999 sont attribuÃ©s Ã 91 communes du littoral franÃ§ais (mÃ©tropole et Dom-Tom), les eaux de baignade de ces communes prÃ©sentant toutes, un ou plusieurs problÃ¨mes de pollution sur au moins une de leurs plages. La carte des pavillons noirs ainsi que les commentaires sur toutes les zones concernÃ©es sont disponibles sur
le
site de la fondation. La comparaison entre cette carte et la carte de la qualitÃ© des eaux de baignade des MinistÃ¨res de la SantÃ© et de l'Environnement (les Pavillons Bleus) est quasiment inÃ©vitable. La carte des pavillons noirs prend en compte des donnÃ©es de plusieurs sources et sur l'annÃ©e entiÃ¨re, alors que les pavillons bleus sont attribuÃ©s sur des rÃ©sultats d'analyses effectuÃ©s de la mi-juin Ã la mi-septembre de l'annÃ©e prÃ©cÃ©dente. La carte des pavillons bleus, Ã©value la propretÃ© des eaux de baignade par l'analyse de trois paramÃ¨tres bactÃ©riologiques. Par contre les pollutions chimiques, d'hydrocarbures, de dÃ©chets flottants, d'odeurs... sont Ã©valuÃ©s par observation visuelle et olfactive uniquement (ne rigolez pas, c'est la triste rÃ©alitÃ© ; ndlr). Concernant le cÃ´tÃ© alÃ©atoire des pavillons bleus, on peut citer par exemple la commune de Leucate (dÃ©pt 11) qui figure sur la liste, alors que le ramassage des coquillages y est actuellement interdit... (pour plus d'info : voir
notre article prÃ©cÃ©dent) Devant le manque de connaissances de certains types de pollutions du littoral, devant l'absence de recoupement des informations existantes et devant la difficultÃ© qui existe pour le public Ã rÃ©unir ces informations, l'association demande la mise en place, au niveau europÃ©en, d'un rÃ©seau de surveillance et d'alerte du littoral qui devra prendre en compte et mesurer, le plus grand

nombre de polluants, sur le plus grand nombre de sites et cela pendant toute l'annÃ©e.

Surfrider
Foundation Europe et le MinistÃ¨re franÃ§ais de l'Environnement - Univers
Nature

Â

Affaire
du plomb de Bourg-FidÃ¨le

Les Amis de la Terre ont obtenu la fermeture de
l'entreprise pour sa mise aux normes

La fermeture temporaire de l'usine
de retraitement de batteries situÃ©e Ã Bourg-FidÃ¨le (Ardennes) vient d'Ãªtre dÃ©cidÃ©e
jusqu'Ã sa mise aux normes. Les Amis de la Terre avaient demandÃ© l'arrÃªt des activitÃ©s
polluantes de l'usine incapable de garantir l'absence de risque sanitaire pour
les riverains et les salariÃ©s. Le PDG de l'entreprise MÃ©tal Blanc a Ã©tÃ© mis en
examen le 6 mai 1999 pour "mise en danger de la vie d'autrui, administration de substances nuisibles, rejets en eau
douce de substances nuisibles ou toxiques
et non-respect des mises en demeure administratives". Suite au dÃ©cÃ¨s de bovins
intoxiquÃ©s autour de l'usine, et sous la pression de l'association de protection
de l'environnement de Bourg-FidÃ¨le, les services prÃ©fectoraux ont finalement rÃ©alisÃ©
des analyses sur les enfants de moins de 12 ans et sur l'environnement. Les rapports
de la PrÃ©fecture des Ardennes ont ainsi rÃ©vÃ©lÃ©, en 1998, l'intoxication au plomb
de 22 enfants du village (un sur quatre). En novembre 1998, le MinistÃ¨re
de l'Environnement a diligentÃ© une mission d'inspection et a constatÃ© des retards
importants en ce qui concerne la protection de l'environnement, avec une contamination
trÃ¨s Ã©levÃ©e d'un pÃ©rimÃ¨tre autour de l'usine, dans lequel se trouvent de nombreuses
habitations. La riviÃ¨re, dans laquelle l'entreprise dÃ©verse ses rejets, est Ã©galement
fortement polluÃ©e au plomb et au cadmium en aval. Enfin pour finir, les mesures
effectuÃ©es dans l'usine ont montrÃ© des taux de plomb dans certains ateliers supÃ©rieurs
de 3 Ã 24 fois la valeur limite d'exposition pour les salariÃ©s causant des plombÃ©mies
et maladies professionnelles.

Les Amis de la Terre - Univers
Nature

Â

Â

AfriqueÂ
top

Pas d'AlgÃ©rie

sans Sonatrach

"Un Ã‰tat dans l'Ã‰tat"... Avec 95 % des exportations du pays, 90 % de ses recettes en devises et 25 % de son PIB, la Sonatrach (SociÃ©tÃ© Nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures) reprÃ©sente bien plus qu'une entreprise : elle est un des cœurs stratÃ©giques de l'AlgÃ©rie. StratÃ©gique au point d'avoir Ã©tÃ© relativement Ã©pargnÃ©e par la guerre civile. Un ingÃ©nieur dÃ©clarait ainsi au quotidien Le Monde : "Tout le monde sait, islamistes compris, que toucher aux hydrocarbures, c'est signer la mort du pays. Les gens du FIS si jamais ils arrivent au pouvoir, n'auront pas d'autres ressources oÃ¹ puiser. Ils ne sont pas complÃ¨tement fous au point de casser a tirelire." L'histoire de la Sonatrach, c'est la chronique d'une entreprise essentielle Ã la vie de l'AlgÃ©rie. FondÃ©e en 1963, elle bÃ©nÃ©ficia en 1971 de la nationalisation des intÃ©rÃªts Ã©trangers dans le secteur pÃ©trolier. Depuis, elle n'a cessÃ© de dÃ©couvrir du pÃ©trole et du gaz dans le pays au point que sa production n'a cessÃ© de croÃ®tre pour l'amener au 5Ã¨me rang pour les rÃ©serves en gaz et au 14Ã¨me pour les rÃ©serves en pÃ©trole. L'Agence Internationale Ã l'Ã‰nergie juge pourtant que l'AlgÃ©rie est encore un pays sous-explorÃ© pour ses ressources en hydrocarbure. Depuis 1991, l'AlgÃ©rie a rouvert son pÃ©trole aux compagnies Ã©trangÃ¨res dÃ©clenchant de nouvelles dÃ©couvertes d'or noir. Total, Elf et Repsol furent du lot. Mais, malgrÃ© sa rÃ©ussite, la Sonatrach n'est pas exempte d'accusations. Dans AlgÃ©rie Confidentielle, une lettre Ã©ditÃ©e par deux journalistes algÃ©riens, on peut lire : "Le traitement de faveur dont bÃ©nÃ©ficie la Sonatrach suscite de plus en plus de jalousies dans les milieux Ã©conomiques algÃ©riens. Sonatrach est au-dessus de tout. Ã‰lle dispose d'un statut particulier qui en fait pratiquement une entreprise Ã©trangÃ¨re sur le territoire algÃ©rien. [...] AprÃ¨s avoir longtemps Ã©tÃ© un Ã‰tat dans l'Ã‰tat, Sonatrach a Ã©voluÃ© pour devenir une richissime principautÃ© libÃ©rÃ©es des charges ingrates inhÃ©rentes au statut de l'Ã‰tat." Et certains de ses partenaires pÃ©troliers Ã©trangers soupÃ§onnent la Sonatrach de faire des fausses factures. Sans compter le FMI qui, fidÃ¨le Ã ses convictions, aimerait bien voir une entreprise privÃ©e s'occupant des hydrocarbures...

Boris
Razon, Don Quichotte, 1999, numÃ©ro
2.

Â

L'eau
du Sahara

Une denrÃ©e rare Ã partager Le Sahara, c'est le sable et la sÃ©cheresse. Pourtant en dessous, de 1 000 Ã 2 000 m de profondeur, se cache une rÃ©serve en eau inestimable. L'AlgÃ©rie, la Tunisie et le Maroc partagent une de ces nappes d'eau souterraine non renouvelable (il faudrait 6 siÃ¨cles pour qu'elle se renouvelle) qui reprÃ©sente 800 000 Ã 900 000 km2, c'est la nappe du Sahara Septentrional. Or, ces pays de la zone aride ont une consommation en eau renouvelable de plus de 100 %. La Libye consomme 900 % de ses ressources en eau renouvelable et en 2025 tout le Maghreb devrait Ãªtre Ã ce niveau. Aussi l'usage de cette eau non conventionnelle est-il nÃ©cessaire mÃªme si son extraction coÃ»te fort cher. Selon Alice Aureli, hydrologue Ã l'Unesco : "il s'agit d'un patrimoine collectif que ces pays doivent apprendre Ã gÃ©rer en commun ce qui n'est pas encore dans leurs habitudes". Car le problÃ¨me est avant tout politique : l'eau ne connaissant pas de frontiÃ¨res, il faut arriver Ã une gestion Ã©quilibrÃ©e pour chaque pays. Ã€ l'heure actuelle, c'est tout l'inverse. Tandis que la Libye crÃ©e des canaux de dÃ©rivations des eaux profondes du Sahara inhabitÃ© vers ses cÃ´tes dans des tunnels immenses sur 900 kilomÃ¨tres, l'AlgÃ©rie et la Tunisie ont tendance Ã dÃ©velopper une utilisation locale mais importante, dans les oasis, de cette ressource. Et si le Maghreb n'est pas l'endroit oÃ¹ les conflits

armÃ©s de l'eau sont le plus envisageables pour le siÃ¨cle prochain, cette situation crÃ©e des tensions. Car c'est vÃ©ritablement le choix de dÃ©veloppement de ces pays qui est attachÃ© Ã ces nappes. En AlgÃ©rie et en Tunisie, l'Ã‰tat a dÃ©cidÃ© d'investir dans des forages en eau profonde au Sud afin d'empÃªcher que toute la population ne vienne se masser sur les cÃ´tes. Ces politiques reposent toutes cependant sur une conception erronÃ©e de l'eau : la nappe se tarira d'ici 30 Ã 50 ans si on l'utilise massivement comme chaque pays projette de le faire. Comme le dit Jean Margat, hydrologue : "les politiques ne raisonnent que sur une ou deux gÃ©nÃ©rations mais que feront les populations massÃ©es sans eau. Si cela continue, ils se rÃ©servent de vÃ©ritables bombes sociales ?". Cette politique de court terme qui prÃ©domine aujourd'hui est largement remise en question par le projet conjoint de l'Unesco et de l'Organisation Sahara Sahel qui font pression sur le Maghreb dans son ensemble afin d'amener une utilisation concertÃ©e et temporaire des eaux. L'idÃ©e Ã©tant de se servir de cette ressource renouvelable en cas de grande sÃ©cheresse ou en attendant de trouver des techniques meilleures... Une confÃ©rence devrait se tenir prochainement, on verra alors si la politique nationale est soluble dans l'eau.

Boris
Razon, Don Quichotte, 1999, numÃ©ro 2.

Â

Â

AmÃ©riquesÂ
top

L'AmÃ©rique du nord veut rÃ©duire la prÃ©sence des substances toxiques dans l'environnement

Le Canada, le Mexique et les Ã‰tats-Unis conjuguent leurs forces pour rÃ©duire les substances toxiques, protÃ©ger les oiseaux et prÃ©server un important bassin hydrographique. Le 28 juin 1999, les ministres de l'environnement du Canada, du Mexique et des Ã‰tats-Unis ont chargÃ© la commission de coopÃ©ration environnementale (CCE) d'Ã©tablir un plan d'action destinÃ© Ã rÃ©duire la prÃ©sence dans l'environnement de substances extrÃªmement toxiques, les dioxines et furanes et l'hexachlorobenzÃ¨ne, afin de mieux protÃ©ger la santÃ© humaine et l'environnement en AmÃ©rique du Nord. Cette initiative est au nombre des dÃ©cisions qu'a divulguÃ© le conseil de la CCE, Ã Banff, en Alberta. Entre autres dÃ©cisions, le Conseil a Ã©galement donnÃ© le feu vert Ã la CCE pour qu'elle lance l'Initiative de conservation des oiseaux de l'AmÃ©rique

du Nord (ICOAN), laquelle vise Ã protÃ©ger les habitats aviens essentiels, et pour qu'elle Ã©labore une stratÃ©gie de mise en Â¦uvre en vue de protÃ©ger la partie amont de la riviÃ¨re San Pedro, un des couloirs de migration d'oiseaux les plus importants du continent.

MinistÃ¨re de l'Environnement canadien - Univers Nature

Â

Ã‰tats-Unis

Dioxines en Louisiane

La Louisiane est au 1er rang des nations qui rejettent des dioxines. Greenpeace a dÃ©signÃ©, le 30 juin, la compagnie chimique PPG comme Ã©tant l'une des sources de dioxine en Louisiane. Le groupe environnemental a durant une excursion de dix jours Ã travers la Louisiane, identifiÃ© les usines de PVC, comme source principale de la contamination en dioxine de l'Ã©tat, et plus particuliÃ¨rement de la rÃ©gion du lac Charles. Ces rejets en se dÃ©plaÃ§ant sur de longues distances, grÃ¢ce au vent, contaminent Ã©galement d'autres rÃ©gions du monde. Des rÃ©sidents, de l'une des communautÃ©s entourant les usines de PVC du lac Charles, ont rÃ©cemment Ã©tÃ© examinÃ©s par l'agence amÃ©ricaine pour les substances toxiques et un taux de dioxine supÃ©rieur Ã la normale a Ã©tÃ© relevÃ© dans le sang. Aussi, Greenpeace exige un arrÃªt immÃ©diat de la crÃ©ation ou de l'extension de ce type de sociÃ©tÃ©, des rÃ©ductions substantielles des Ã©missions de dioxine pour les usines existantes, et un plan pour Ã©liminer peu Ã peu ces industries au profit d'unitÃ©s de productions plus propres. Selon des documents de PPG, entre 1962 et 1976, l'usine a vidÃ© au moins 120 000 tonnes de dÃ©chets contaminÃ©s directement dans les Ã©tangs voisins. Alors que les rejets en milieu aquatique ont Ã©tÃ© stoppÃ©s, les usines de PVC continuent Ã Ã©mettre des dioxines dans l'air par l'intermÃ©diaire de leurs incinÃ©rateurs de rebut.

Greenpeace InternationalÂ - Univers Nature

Â

MondeÂ
Â

Â

Comment
gagner la bataille de la qualitÃ© de l'eau potable ?

Compte rendu
du colloque organisÃ© par le Cercle FranÃ§ais de l'Eau

Â

Alerte
Ã la TGAP

La TGAP, c'est la taxe gÃ©nÃ©rale sur les activitÃ©s polluantes.
Le gouvernement a pour projet, dÃ¨s 2000, d'intÃ©grer Ã la TGAP les redevances pollution collectÃ©es par les six agences de l'eau, soit 12 milliards par an. Ce "hold up" Ã©tatique sur les redevances versÃ©es aux agences provoque une forte opposition des Ã©lus et des agences.

Â

Â

EuropeÂ
top

France

Eau pure Ã Paris

Jusqu'ici tout va bien Paris dispose d'une rÃ©serve en eau profonde d'une exceptionnelle puretÃ© : elle se trouve dans les couches profondes de l'Albien. Quelques fontaines Ã Paris puisent directement dans ces eaux mais, en gÃ©nÃ©ral, elles demeurent trÃ¨s protÃ©gÃ©es. Il n'y a Ã ce jour que peu de cas de pollution ou de dÃ©perdition de ces eaux Ã Paris ou dans sa rÃ©gion. Le seul vrai cas litigieux est dÃ» Ã une entreprise du constructeur informatique IBM. En effet, pour nettoyer ses composants de trÃ¨s haute technologie, IBM avait besoin d'une eau d'une puretÃ© parfaite. L'entreprise a donc fait forer un puits vers une nappe d'eau peu profonde. Mais cette nappe communiquait avec l'eau de l'Albien et

des craintes ont Ã©tÃ© formulÃ©e quant Ã l'utilisation massive de ces eaux par IBM et Ã leur Ã©puisement. Le problÃ¨me a depuis Ã©tÃ© rÃ©solu. Ã€ part cela, de nombreuses rumeurs font Ã©tat d'une vraie pollution des eaux de l'Albien Ã Bonneuil dans la rÃ©gion parisienne. Cette pollution serait due Ã un forage pÃ©trolier coincÃ© entre un Mac Donald's et une barre HLM. Affaire Ã suivre...

Boris
Razon, Don Quichotte,1999, numÃ©ro
2.

Â

PropretÃ© des plages

Pour
la troisiÃ¨me annÃ©e, Surfrider Foundation Europe, l'association des surfeurs pour la protection de l'ocÃ©an et des plages, Ã©dite la carte des pavillons Noirs. Cette carte fait l'inventaire des problÃ¨mes de pollution en recensant les points noir rencontrÃ©s par les surfeurs et les baigneurs lors de leurs activitÃ©s. Les pavillons Noirs 1999 sont attribuÃ©s Ã 91 communes du littoral franÃ§ais (mÃ©tropole et Dom-Tom), les eaux de baignade de ces communes prÃ©sentant toutes, un ou plusieurs problÃ¨mes de pollution sur au moins une de leurs plages. La carte des pavillons noirs ainsi que les commentaires sur toutes les zones concernÃ©es sont disponibles sur
le
site de la fondation. La comparaison entre cette carte et la carte de la qualitÃ© des eaux de baignade des MinistÃ¨res de la SantÃ© et de l'Environnement (les Pavillons Bleus) est quasiment inÃ©vitable. La carte des pavillons noirs prend en compte des donnÃ©es de plusieurs sources et sur l'annÃ©e entiÃ¨re, alors que les pavillons bleus sont attribuÃ©s sur des rÃ©sultats d'analyses effectuÃ©s de la mi-juin Ã la mi-septembre de l'annÃ©e prÃ©cÃ©dente. La carte des pavillons bleus, Ã©value la propretÃ© des eaux de baignade par l'analyse de trois paramÃ¨tres bactÃ©riologiques. Par contre les pollutions chimiques, d'hydrocarbures, de dÃ©chets flottants, d'odeurs... sont Ã©valuÃ©s par observation visuelle et olfactive uniquement (ne rigolez pas, c'est la triste rÃ©alitÃ© ; ndlr). Concernant le cÃ´tÃ© alÃ©atoire des pavillons bleus, on peut citer par exemple la commune de Leucate (dÃ©pt 11) qui figure sur la liste, alors que le ramassage des coquillages y est actuellement interdit... (pour plus d'info : voir
notre article prÃ©cÃ©dent) Devant le manque de connaissances de certains types de pollutions du littoral, devant l'absence de recoupement des informations existantes et devant la difficultÃ© qui existe pour le public Ã rÃ©unir ces informations, l'association demande la mise en place, au niveau europÃ©en, d'un rÃ©seau de surveillance et d'alerte du littoral qui devra prendre en compte et mesurer, le plus grand nombre de polluants, sur le plus grand nombre de sites et cela pendant toute l'annÃ©e.

Surfrider
Foundation Europe et le MinistÃ¨re franÃ§ais de l'Environnement - Univers
Nature

Â

Affaire
du plomb de Bourg-FidÃ¨le

Les Amis de la Terre ont obtenu la fermeture de
l'entreprise pour sa mise aux normes

La fermeture temporaire de l'usine
de retraitement de batteries situÃ©e Ã Bourg-FidÃ¨le (Ardennes) vient d'Ãªtre dÃ©cidÃ©e jusqu'Ã sa mise aux normes. Les Amis de la Terre avaient demandÃ© l'arrÃªt des activitÃ©s polluantes de l'usine incapable de garantir l'absence de risque sanitaire pour les riverains et les salariÃ©s. Le PDG de l'entreprise MÃ©tal Blanc a Ã©tÃ© mis en examen le 6 mai 1999 pour

"mise en danger de la vie d'autrui, administration de substances nuisibles, rejets en eau douce de substances nuisibles ou toxiques et non-respect des mises en demeure administratives". Suite au dÃ©cÃ¨s de bovins intoxiquÃ©s autour de l'usine, et sous la pression de l'association de protection de l'environnement de Bourg-FidÃ¨le, les services prÃ©fectoraux ont finalement rÃ©alisÃ© des analyses sur les enfants de moins de 12 ans et sur l'environnement. Les rapports de la PrÃ©fecture des Ardennes ont ainsi rÃ©vÃ©lÃ©, en 1998, l'intoxication au plomb de 22 enfants du village (un sur quatre). En novembre 1998, le MinistÃ¨re de l'Environnement a diligentÃ© une mission d'inspection et a constatÃ© des retards importants en ce qui concerne la protection de l'environnement, avec une contamination trÃ¨s Ã©levÃ©e d'un pÃ©rimÃ¨tre autour de l'usine, dans lequel se trouvent de nombreuses habitations. La riviÃ¨re, dans laquelle l'entreprise dÃ©verse ses rejets, est Ã©galement fortement polluÃ©e au plomb et au cadmium en aval. Enfin pour finir, les mesures effectuÃ©es dans l'usine ont montrÃ© des taux de plomb dans certains ateliers supÃ©rieurs de 3 Ã 24 fois la valeur limite d'exposition pour les salariÃ©s causant des plombÃ©mies et maladies professionnelles.

Les Amis de la Terre - Univers Nature

Â

Â

AfriqueÂ top

Pas d'AlgÃ©rie sans Sonatrach

"Un Ã‰tat dans l'Ã‰tat"... Avec 95 % des exportations du pays, 90 % de ses recettes en devises et 25 % de son PIB, la Sonatrach (SociÃ©tÃ© Nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures) reprÃ©sente bien plus qu'une entreprise : elle est un des cœurs stratÃ©giques de l'AlgÃ©rie. StratÃ©gique au point d'avoir Ã©tÃ© relativement Ã©pargnÃ©e par la guerre civile. Un ingÃ©nieur dÃ©clarait ainsi au quotidien Le Monde : "Tout le monde sait, islamistes compris, que toucher aux hydrocarbures, c'est signer la mort du pays. Les gens du FIS si jamais ils arrivent au pouvoir, n'auront pas d'autres ressources oÃ¹ puiser. Ils ne sont pas complÃ¨tement fous au point de casser a tirelire." L'histoire de la Sonatrach, c'est la chronique d'une entreprise essentielle Ã la vie de l'AlgÃ©rie. FondÃ©e en 1963, elle bÃ©nÃ©ficia en 1971 de la nationalisation des intÃ©rÃªts Ã©trangers dans le secteur pÃ©trolier. Depuis, elle n'a cessÃ© de dÃ©couvrir du pÃ©trole et du gaz dans le pays au point que sa production n'a cessÃ© de croÃ®tre pour l'amener au 5Ã¨me rang pour les rÃ©serves en gaz et au 14Ã¨me pour les rÃ©serves en pÃ©trole. L'Agence Internationale Ã l'Ã‰nergie juge pourtant que l'AlgÃ©rie est encore un pays sous-explorÃ© pour ses ressources en hydrocarbure. Depuis 1991, l'AlgÃ©rie

a rouvert son pÃ©trole aux compagnies Ã©trangÃ¨res dÃ©clenchant de nouvelles dÃ©couvertes d'or noir. Total, Elf et Repsol furent du lot. Mais, malgrÃ© sa rÃ©ussite, la Sonatrach n'est pas exempte d'accusations. Dans AlgÃ©rie Confidentielle, une lettre Ã©ditÃ©e par deux journalistes algÃ©riens, on peut lire : "Le traitement de faveur dont bÃ©nÃ©ficie la Sonatrach suscite de plus en plus de jalousies dans les milieux Ã©conomiques algÃ©riens. Sonatrach est au-dessus de tout. Ã‰lle dispose d'un statut particulier qui en fait pratiquement une entreprise Ã©trangÃ¨re sur le territoire algÃ©rien. [...] AprÃ¨s avoir longtemps Ã©tÃ© un Ã‰tat dans l'Ã‰tat, Sonatrach a Ã©voluÃ© pour devenir une richissime principautÃ© libÃ©rÃ©es des charges ingrates inhÃ©rentes au statut de l'Ã‰tat." Et certains de ses partenaires pÃ©troliers Ã©trangers soupÃ§onnent la Sonatrach de faire des fausses factures. Sans compter le FMI qui, fidÃ¨le Ã ses convictions, aimerait bien voir une entreprise privÃ©e s'occupant des hydrocarbures...

Boris
Razon, Don Quichotte, 1999, numÃ©ro
2.

Â

L'eau
du Sahara

Une denrÃ©e rare Ã partager Le Sahara, c'est le sable et la sÃ©cheresse. Pourtant en dessous, de 1 000 Ã 2 000 m de profondeur, se cache une rÃ©serve en eau inestimable. L'AlgÃ©rie, la Tunisie et le Maroc partagent une de ces nappes d'eau souterraine non renouvelable (il faudrait 6 siÃ¨cles pour qu'elle se renouvelle) qui reprÃ©sente 800 000 Ã 900 000 km2, c'est la nappe du Sahara Septentrional. Or, ces pays de la zone aride ont une consommation en eau renouvelable de plus de 100 %. La Libye consomme 900 % de ses ressources en eau renouvelable et en 2025 tout le Maghreb devrait Ãªtre Ã ce niveau. Aussi l'usage de cette eau non conventionnelle est-il nÃ©cessaire mÃªme si son extraction coÃ»te fort cher. Selon Alice Aureli, hydrologue Ã l'Unesco : "il s'agit d'un patrimoine collectif que ces pays doivent apprendre Ã gÃ©rer en commun ce qui n'est pas encore dans leurs habitudes". Car le problÃ¨me est avant tout politique : l'eau ne connaissant pas de frontiÃ¨res, il faut arriver Ã une gestion Ã©quilibrÃ©e pour chaque pays. Ã€ l'heure actuelle, c'est tout l'inverse. Tandis que la Libye crÃ©e des canaux de dÃ©rivations des eaux profondes du Sahara inhabitÃ© vers ses cÃ´tes dans des tunnels immenses sur 900 kilomÃ¨tres, l'AlgÃ©rie et la Tunisie ont tendance Ã dÃ©velopper une utilisation locale mais importante, dans les oasis, de cette ressource. Et si le Maghreb n'est pas l'endroit oÃ¹ les conflits armÃ©s de l'eau sont le plus envisageables pour le siÃ¨cle prochain, cette situation crÃ©e des tensions. Car c'est vÃ©ritablement le choix de dÃ©veloppement de ces pays qui est attachÃ© Ã ces nappes. En AlgÃ©rie et en Tunisie, l'Ã‰tat a dÃ©cidÃ© d'investir dans des forages en eau profonde au Sud afin d'empÃªcher que toute la population ne vienne se masser sur les cÃ´tes. Ces politiques reposent toutes cependant sur une conception erronÃ©e de l'eau : la nappe se tarira d'ici 30 Ã 50 ans si on l'utilise massivement comme chaque pays projette de le faire. Comme le dit Jean Margat, hydrologue : "les politiques ne raisonnent que sur une ou deux gÃ©nÃ©rations mais que feront les populations massÃ©es sans eau. Si cela continue, ils se rÃ©servent de vÃ©ritables bombes sociales ?". Cette politique de court terme qui prÃ©domine aujourd'hui est largement remise en question par le projet conjoint de l'Unesco et de l'Organisation Sahara Sahel qui font pression sur le Maghreb dans son ensemble afin d'amener une utilisation concertÃ©e et temporaire des eaux. L'idÃ©e Ã©tant de se servir de cette ressource renouvelable en cas de grande sÃ©cheresse ou en attendant de trouver des techniques meilleures... Une confÃ©rence devrait se tenir prochainement, on verra alors si la politique nationale est soluble dans l'eau.

Boris
Razon, Don Quichotte, 1999, numÃ©ro

2.

Â

Â

AmÃ©riquesÂ
top

L'AmÃ©rique du nord veut
rÃ©duire la prÃ©sence des substances toxiques dans l'environnement

Le Canada, le Mexique et les Ã‰tats-Unis conjuguent leurs forces pour rÃ©duire les substances toxiques, protÃ©ger les oiseaux et prÃ©server un important bassin hydrographique. Le 28 juin 1999, les ministres de l'environnement du Canada, du Mexique et des Ã‰tats-Unis ont chargÃ© la commission de coopÃ©ration environnementale (CCE) d'Ã©tablir un plan d'action destinÃ© Ã rÃ©duire la prÃ©sence dans l'environnement de substances extrÃªmement toxiques, les dioxines et furanes et l'hexachlorobenzÃ¨ne, afin de mieux protÃ©ger la santÃ© humaine et l'environnement en AmÃ©rique du Nord. Cette initiative est au nombre des dÃ©cisions qu'a divulguÃ© le conseil de la CCE, Ã Banff, en Alberta. Entre autres dÃ©cisions, le Conseil a Ã©galement donnÃ© le feu vert Ã la CCE pour qu'elle lance l'Initiative de conservation des oiseaux de l'AmÃ©rique du Nord (ICOAN), laquelle vise Ã protÃ©ger les habitats aviens essentiels, et pour qu'elle Ã©labore une stratÃ©gie de mise en Â¡uvre en vue de protÃ©ger la partie amont de la riviÃ¨re San Pedro, un des couloirs de migration d'oiseaux les plus importants du continent.

MinistÃ¨re de l'Environnement canadien - Univers
Nature

Â

Ã‰tats-Unis

Dioxines en Louisiane

La Louisiane est au 1er rang des nations qui rejettent des dioxines.

Greenpeace a dÃ©signÃ©, le 30 juin, la compagnie chimique PPG comme Ã©tant l'une des sources de dioxine en Louisiane. Le groupe environnemental a durant une excursion de dix jours Ã travers la Louisiane, identifiÃ© les usines de PVC, comme source principale de la contamination en dioxine de l'Ã©tat, et plus particuliÃ¨rement de la rÃ©gion du lac Charles. Ces rejets en se dÃ©plaÃ§ant sur de longues distances, grÃ¢ce au vent, contaminent Ã©galement d'autres rÃ©gions du monde. Des rÃ©sidents, de l'une des communautÃ©s entourant les usines de PVC du lac Charles, ont rÃ©cemment Ã©tÃ© examinÃ©s par l'agence amÃ©ricaine pour les substances toxiques et un taux de dioxine supÃ©rieur Ã la normale a Ã©tÃ© relevÃ© dans le sang. Aussi, Greenpeace exige un arrÃªt immÃ©diat de la crÃ©ation ou de l'extension de ce type de sociÃ©tÃ©, des rÃ©ductions substantielles des Ã©missions de dioxine pour les usines existantes, et un plan pour Ã©liminer peu Ã peu ces industries au profit d'unitÃ©s de productions plus propres. Selon des documents de PPG, entre 1962 et 1976, l'usine a vidÃ© au moins 120 000 tonnes de dÃ©chets contaminÃ©s directement dans les Ã©tangs voisins. Alors que les rejets en milieu aquatique ont Ã©tÃ© stoppÃ©s, les usines de PVC continuent Ã Ã©mettre des dioxines dans l'air par l'intermÃ©diaire de leurs incinÃ©rateurs de rebut.

Greenpeace InternationalÂ - Univers
Nature

Â